

part
communiste
français
2 place
du colonel fabien
paris 19

~~tel 202 70 10 / 203 20 74~~
tel 238 66 55

ATC

secrétaire général

Paris, le 14 juin 1983

Madame le premier ministre
10, downing street
London SW 1
Grande-Bretagne

R.20

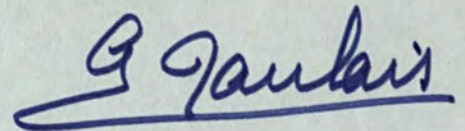
Madame le premier ministre,

La haute fonction que vous exercez vous conduit sans nul doute à être préoccupé par la situation qui prévaut actuellement sur notre continent européen, du fait de la course aux armements et des risques de voir celle-ci connaître de nouveaux développements à la fin de cette année.

Le Parti communiste français vient de formuler une importante proposition en vue de favoriser le succès de la négociation de Genève. C'est pourquoi je me permets de m'adresser à vous pour porter à votre connaissance, dans le document ci-joint, sa portée et ses motivations.

C'est, naturellement, avec le plus grand intérêt que j'étudierai toute remarque ou réflexion que vous pourriez formuler.

Persuadé que cette proposition retiendra toute votre attention, je vous prie d'agréer, Madame le premier ministre, l'assurance de ma considération distinguée.



Georges Marchais

Le Parti communiste français s'adresse à tous les gouvernements et à toutes les forces de paix en Europe pour leur proposer que la négociation en cours à Genève soit ouverte à tous les gouvernements européens qui le souhaitent.

Les motivations profondes de cette démarche sont les suivantes :

Chacun s'accorde à reconnaître que l'année 1983 constitue une échéance extrêmement importante pour les peuples de notre continent : ou bien elle sera celle d'un accord permettant d'amorcer une réduction des armements; ou bien elle sera celle d'une nouvelle et dangereuse escalade, notamment sur le sol européen où sont déjà entreposées des armes dont la puissance destructrice est plusieurs fois supérieure à celle qui serait nécessaire pour faire disparaître toute trace de vie.

A l'heure nucléaire, la situation présente recèle donc d'immenses dangers pour la paix, pour la sécurité de chaque peuple, de chaque Etat européens.

De plus, un fait nouveau vient d'intervenir avec la déclaration des sept chefs d'Etat réunis au "Sommet" de Williamsburg, les 28 et 30 mai derniers. Celle-ci, en fixant à la négociation de Genève l'objectif de "déterminer le niveau auquel se situeront les déploiements", se place, en effet, dans la perspective de l'installation de nouveaux missiles en Europe, et non dans celle d'une réduction des armements nucléaires.

Nous sommes donc bien devant le risque d'une nouvelle escalade de la course aux armements, avec les conséquences incalculables que cela peut représenter. Pour l'avenir de notre continent. Et aussi pour ces millions d'hommes, de femmes, d'enfants qui, de par le monde, connaissent encore la faim, la malnutrition, les maladies, la

misère, le sous-développement. On s'apprête ainsi à gaspiller des sommes considérables qui seraient si utiles pour les oeuvres de vie.

C'est le sort de l'Europe qui est actuellement en jeu. Tous les gouvernements, tous les peuples de notre continent sont directement concernés. On ne peut donc s'en remettre aux négociations entre les seuls Etats-Unis et l'Union soviétique, dès lors qu'il s'agit d'une question aussi capitale que la paix, la sécurité, la vie de chaque pays, de chaque peuple de l'Europe.

C'est cette considération, et la mesure des obstacles dressés à Genève, qui amènent le Parti communiste français à formuler sa proposition d'ouvrir cette négociation à tous les gouvernements européens qui le souhaitent. Naturellement, si, comme nous l'espérons, cette proposition était accueillie favorablement, chaque gouvernement qui y participerait le ferait en fonction de la situation et des positions qui lui sont propres.

Dans ce cadre, la situation de la France est profondément originale.

Membre de l'Alliance atlantique et devant, à ce titre, en assumer les responsabilités, la France s'est retirée depuis 1966 du commandement militaire intégré de l'O.T.A.N.

Ayant souscrit à la déclaration de Williamsburg, elle est impliquée par la négociation de Genève.

Il est, bien entendu, hors de question que s'y négocie la force de dissuasion nucléaire française. Comme chaque Etat, la France tient à préserver les moyens de sa défense, de sa sécurité, de son indépendance. Ces moyens ne sauraient être négociables. Les forces françaises, qui constituent un de ces moyens, ne peuvent donc être

l'objet de négociations, tant que le processus de désarmement n'aura pas progressé de manière importante. C'est alors seulement qu'une telle question pourrait se poser.

La participation des gouvernements européens qui le souhaitent permettrait à chacun d'avoir une meilleure connaissance de l'état des négociations, des propositions diverses qui sont faites, et d'être ainsi en mesure d'influer dans un sens favorable à un accord de réduction équilibrée des armes nucléaires en Europe. Ce serait conforme à la raison, aux intérêts de tous les peuples et de tous les pays.

Le Parti communiste français